

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 juin 2023

TRANSPOSITION DE L'ACCORD NATIONAL INTERPROFESSIONNEL RELATIF AU
PARTAGE DE LA VALEUR AU SEIN DE L'ENTREPRISE - (N° 1404)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 159

présenté par

Mme Sas, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier,
Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini,
M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sebaihi, M. Taché,
Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE 5

Après l'alinéa 7, insérer les cinq alinéas suivants :

« En complément des versements prévus aux 1° et 2°, l'entreprise donneuse d'ordre ayant réalisé lors de l'exercice précédent une augmentation exceptionnelle de son bénéfice au sens du 1° de l'article L. 3324-1 peut procéder à un versement à un fonds privé dédié aux salariés d'une entreprise tierce :

« 1° Qui a conclu un contrat de sous-traitance avec une entreprise mentionnée au huitième alinéa du présent article ;

« 2° Qui a implanté son siège social ou celui de son entreprise dominante en France ;

« 3° Qui a réalisé un chiffre d'affaires composé à plus de 75 % à partir de contrats de sous-traitance au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

« Le régime de fonctionnement et de contrôle de ce fonds est encadré dans des conditions précisées par décret en Conseil d'État. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à créer la possibilité pour les entreprises réalisant des bénéfices exceptionnels d'effectuer un versement dédié à leurs sous-traitants.

Ici encore nous insistons sur le fait qu'il ne s'agit que de l'introduction d'une possibilité complémentaire laissée aux entreprises réalisant des bénéfices exceptionnels. Ne nous accusez donc pas de dénaturer l'ANI.

Les bénéfices exceptionnels réalisés par une entreprise ou un groupe sont aussi le plus souvent le fruit des efforts de leurs sous-traitants.

Ainsi, cet amendement permet de le reconnaître et de permettre un partage de la valeur avec l'ensemble des entreprises et des salariés participant à la chaîne de valeur.

Nous recommandons ici, sans donner un caractère contraignant à la recommandation et pour éviter toute confusion sur l'autonomie et la nature privée du fonds, que la Caisse des dépôts et consignations en assure la gestion.